

efforts; et c'est cela que nous avons promis. Voilà ce que nous avons dit au pays, dans cette Chambre et en dehors. La conférence se réunit. Le premier jour, certains messages furent lus et des hommages furent rendus à ceux qui étaient disparus, puis il fut convenu qu'une réunion plénière aurait lieu plus tard. Voyons quels étaient les dominions représentés autour de la table de réunion. Il y avait d'abord le plus ancien dominion, le Canada; puis l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Sud-Africain, l'Etat libre irlandais; Terre-Neuve et, naturellement, la mère patrie. A la seconde réunion plénière, les premiers ministres de chacun de ces pays firent certaines déclarations; on a lu ici hier une partie de ce que j'ai dit en cette circonstance. A la page 31 des Appendices au sommaire des délibérations, on peut lire le commencement des remarques que je fis alors. J'essayai d'établir que les conventions de commerce réciproques sont absolument nécessaires à la conservation et au maintien de la vie économique de notre empire. Voici dans quels termes je l'ai fait:

Et si cette conférence doit vraiment se mettre à l'étude de ces questions et y apporter une solution efficace. Il me semble que mon attitude à l'endroit de mon propre pays devra être celle qu'adoptera chacun de vous à l'endroit du sien. Nulle autre voie ne nous permet d'aspirer à une entente qui satisfasse chacun de nous. Je vais donc vous exposer les besoins de mon propre pays, et si vous faites de même pour vos gens il deviendra possible de nous rencontrer et d'entreprendre tous ensemble des recherches sur les moyens de nous aider mutuellement en vue de ces besoins.

Le gouvernement du Canada, je le constate avec plaisir, se rend compte que, dans le régime que je vais proposer, se trouve le moyen le plus sûr de satisfaire à ses responsabilités envers son pays. Nous sommes en effet d'avis que, si l'on facilite l'accès des marchés domestiques des dominions aux produits de l'empire de préférence à ceux des pays étrangers, chacun de nous y trouvera son profit. Je me hâte toutefois de nier que par là nous cherchions à exclure des marchés de l'empire les produits des autres pays.

Tous et chacun de nous doivent posséder des ouvertures en pays étrangers; or, pour nous assurer ces débouchés et les développer, il ne faut pas que nous dressions de barrière infranchissable sur la route des échanges industriels mondiaux. Ce que je veux dire, c'est que notre devoir consiste à diriger le cours actuel de nos échanges par des voies permanentes et impériales en préférant les produits de l'empire à ceux des autres pays. Or on n'y arrivera que par un unique procédé: la création d'un tarif de préférence en faveur des produits de l'Empire.

On voit que, loin de refuser de commercer avec l'étranger, j'ai dit tout le contraire. Et le très honorable député qui m'a accusé hier soir d'avoir voulu élever un mur autour de l'empire ou du pays, ou bien n'a pas lu ce que j'ai dit à cette conférence, ou bien, l'ayant

lu, a délibérément dénaturé mes paroles. Je veux répéter mes paroles que l'on peut lire à la page 31:

Je me hâte toutefois de nier que par là nous cherchions à exclure des marchés de l'Empire les produits des autres pays. Tous et chacun de nous doivent posséder des ouvertures en pays étrangers; or, pour nous assurer ces débouchés et les développer, il ne faut pas que nous dressions de barrière infranchissable sur la route des échanges industriels mondiaux.

Puis j'ai parlé de l'empire. Ici encore l'affirmation faite hier soir à la Chambre et au pays par le chef de l'opposition n'est pas conforme aux faits. Il faut savoir que ces observations faisaient partie d'un discours que je fis en cette circonstance. Mon très honorable ami n'avait pu lire le paragraphe précédent dans lequel il a pris sa citation sans se rendre compte de mon attitude. J'ai dit aussi:

Il nous a semblé que ce système de préférence tournerait au bénéfice du Canada et des autres parties de l'Empire, et nous en venons à la conclusion que nous, des états de l'Empire, avons à notre propre disposition les moyens de favoriser nos intérêts individuels en mettant sur pied un système de coopération économique qui repose sur le principe de tarifs de préférence au sein de l'Empire.

Plus loin:

Je le répète, il est permis de croire que ce tarif de préférence devrait nécessairement être moins élevé pour ce qui touche toute la matière première, ou encore chaque fois que la production impériale ne satisfait pas aux exigences des pays de l'Empire. Par ailleurs, il est toujours possible de dépasser ce pourcentage de dix pour cent chaque fois que ce chiffre, par rapport au tarif général, s'avère impuissant à assurer aux produits de l'Empire un avantage appréciable sur ceux des autres pays.

Plus loin encore, à la page 33:

Tous ces problèmes demandent à être étudiés avec la plus scrupuleuse attention. Il s'en trouve même qui pourraient du jour au lendemain se transformer en difficultés tellement arrêtées qu'elles défieraient tout effort de la volonté humaine pour les faire disparaître si l'on ne prenait grand soin de les prévenir et de les éviter.

Je le demande à la Chambre et au pays: Un Canadien digne de ce nom pouvait-il dire moins que cela dans une conférence de ce genre? Un Canadien pouvait-il faire autre chose que de dire que son premier devoir et sa première obligation devaient être d'abord de travailler pour son pays qui l'avait envoyé là-bas et qui l'avait honoré de sa confiance et de son appui? Je suis allé plus loin et j'ai dit que nous espérons organiser un système destiné à profiter à notre pays et aux autres parties de l'Empire, reconnaissant en même temps que nous ne devons aucunement fermer nos portes aux échanges commerciaux avec le reste de l'univers, car tout le monde sait bien